



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS-BAS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LA HAYE

N° 3 – Avril 2021

En bref

Selon le « bilan 2020 des investissements internationaux en France » réalisé par [Business France](#), la confiance des investisseurs étrangers pour le site France est réaffirmée.

Les Pays-Bas sont à l'origine de 84 projets d'investissement en France en 2020, une valeur en hausse. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de près de 1 200 emplois (*lire la suite en page 3*).

LE CHIFFRE À RETENIR

84 PROJETS

décisions d'investissement
provenant des Pays-Bas en
France en 2020.

Zoom sur les prévisions économiques du bureau du plan

Evolution macroéconomique Pays-Bas / Zone Euro	Unité	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Source	CPB COM	CPB COM	CPB COM	CPB COM	CPB COM	CPB COM
Macro-économie							
PIB en volume NL	(Var %)	2,9%	2,4%	1,7%	-3,7%	2,2%	3,5%
PIB en volume ZE	(Var %)	2,6%	1,9%	1,3%	-7,8%	4,2%	3,0%
Finances publiques							
Solde public NL	(% PIB)	1,3%	1,4%	1,7%	-4,3%	-5,9%	-1,7%
Solde public ZE	(% PIB)	-0,9%	-0,5%	-0,6%	-8,8%	-6,4%	-4,7%
Dette publique NL	(% PIB)	56,9%	52,4%	48,7%	54,4%	58,6%	56,9%
Dette publique ZE	(% PIB)	89,7%	87,7%	85,9%	101,7%	102,3%	102,6%
Social-économique							
Taux de chômage harmonisé NL	(% pop active)	4,9%	3,8%	3,4%	3,8%	4,4%	4,7%
Taux de chômage harmonisé ZE	(% pop active)	9,0%	8,1%	7,5%	8,3%	9,4%	8,9%

Source : CPB

Indicateurs macroéconomiques et financiers

1 Prévisions macroéconomiques pour 2021 et 2022 du bureau du plan

Le CPB a publié le 30 mars ses dernières prévisions macro-économiques ; les dernières projections sont globalement plus optimistes. Les premiers signes de reprise devraient apparaître au T2 2021, avant une forte accélération au T3 et au T4. Le PIB devrait ainsi de nouveau atteindre le niveau de 2019 à la fin de cette année.

Les prévisions de croissance sont meilleures que celles de la Commission et globalement conformes à celles l'OCDE avec +2,2% en 2021 et +3,5% en 2022.

Les prévisions s'agissant du taux de chômage se sont fortement améliorées par rapport aux dernières projections : 4,4% en moyenne en 2021 et 4,7% en 2022, ce qui est également conforme aux projections OCDE.

S'agissant des finances publiques, le CPB estime que le déficit public avoisinera encore -6% du PIB en 2021, mais tombera à -1,7% en 2022. Il se rapprochera de -1,0% à l'horizon 2025. Le taux d'endettement restera finalement en dessous du seuil de 60% du PIB.

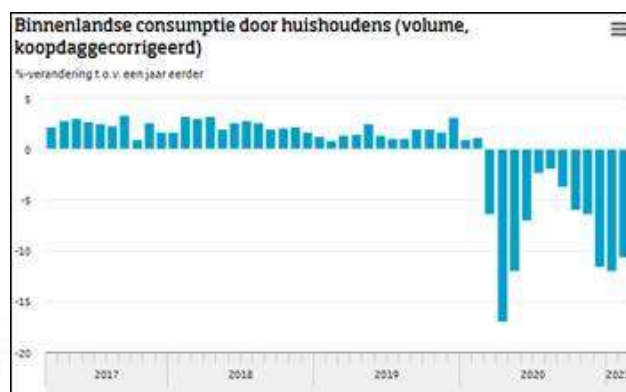
Dans son rapport annuel sorti le 22 mars, la DNB prévoit un taux de croissance identique pour 2021 mais se montre plus optimiste pour 2022 avec une prévision de +4,2%. Le rapport de la DNB souligne par ailleurs l'épargne importante des ménages qui ont mis de côté environ 42 Md€, non utilisés pour le remboursement des dettes hypothécaires et qui pourront ainsi booster la consommation dès le T3 2021. Dans le rapport, le gouverneur de la banque centrale se dit

favorable à une stabilisation de la dette publique par rapport au PIB dès que la crise covid sera sous contrôle, mais appelle à la prudence s'agissant de la réalisation d'économies en 2022, du fait d'une économie encore fragile. Le gouverneur ne croit pas à un scénario de faillites et de licenciements en série dans le courant de 2021. Il constate que jusque-là l'impact sur les faillites et le chômage n'a été que très faible. Le gouverneur suggère que **l'administration fiscale et les banques** examinent entreprise par entreprise si une annulation (partielle) des dettes est possible voire nécessaire. Il estime qu'une hausse de la fiscalité sur les entreprises n'est pas une perspective pertinente, et préfère une taxation des émissions de CO₂.

2 Dernières données macro-économiques du CBS

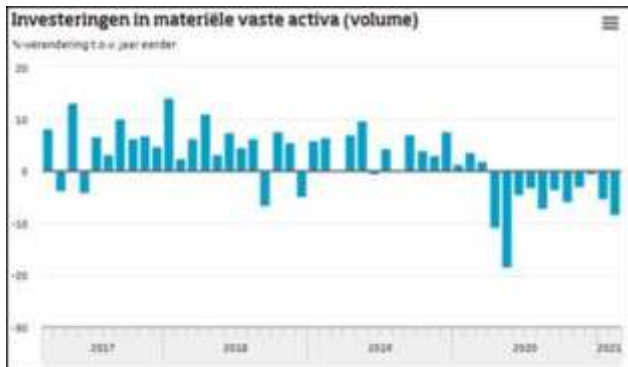
Le [taux de chômage](#) a de nouveau baissé en mars pour atteindre 3,5% de la population active. En février ce pourcentage était de 3,6%. Cette baisse s'explique tant par un nombre plus important de chômeurs qui ont trouvé un emploi, que par un nombre plus important d'employés/chômeurs qui ont décidé de quitter le marché de l'emploi. A noter dans ce cadre que le groupe d'intérim Randstad signale que le niveau d'emploi se rapproche de celui de 2019.

La [consommation des ménages](#) a reculé de -11% en février :



Source : CBS

Et les [investissements](#) ont perdu -8% :



Souce : CBS

3 Dynamique de création d'entreprises malgré la crise

Plus de 129 000 succursales d'entreprises/filiales d'entreprises ont cessé leurs activités aux Pays-Bas en 2020. Ce nombre est supérieur de près de 27 000 (26 %) à celui de 2019.

La plupart des fermetures ont lieu dans et autour des villes d'Utrecht, Amsterdam, Rotterdam et Arnhem/Nijmegen. Les secteurs les plus touchés sont l'information et la communication, la poste, l'hôtellerie-restauration (5 000 cessations d'activité), les prestataires de services ou cabinets de conseil.

Le nombre de créations d'entreprises a augmenté dans des proportions bien moindres (1,5 %), mais avec près de 179 000 établissements, il reste nettement supérieur au nombre de cessations. La croissance a été particulièrement vigoureuse pour les boutiques en ligne.

4 La France est la première destination des investissements néerlandais

En 2020, malgré un environnement économique favorable à l'attentisme de l'investissement, la France a attiré 1215 décisions d'investissement qui ont créé ou maintenu 34 567 emplois (soit -17% de projets par rapport à 2019, contre -19% en

Europe et -13% des emplois par rapport à 2019 et +14% par rapport à 2018, ce qui fait de la création d'emploi la 2ème meilleure année depuis dix ans.

Environ 1 000 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur néerlandais. Elles emploient plus de 190 000 salariés.

En 2020, 84 décisions d'investissement provenant des Pays-Bas ont été recensées en France, une valeur en hausse par rapport à 2019. Ces décisions ont permis la création ou la sauvegarde de 1 173 emplois et placent les Pays-Bas en 5ème position des pays investisseurs en France.

La France reste le premier pays d'accueil des investissements néerlandais. Les investissements néerlandais en France sont en majorité des activités de services aux particuliers (57 % des projets et 40 % des emplois), représentées notamment par le réseau de salles de sport Basic Fit qui poursuit son expansion. Les activités de production jouent également un rôle prépondérant (18 % des projets et 40 % des emplois), comme en témoigne le développement d'une usine en Auvergne Rhône-Alpes de la start-up néerlandaise Nowos, qui propose un service de reconditionnement des batteries lithium-ion pour vélo et trottinette électriques, et permettra l'embauche de 25 personnes d'ici fin 2021 et d'une centaine sur les 3 prochaines années ; ou les investissements d'Axess vision technology (rachetée en 2017 par le néerlandais TSC), basée dans le Centre-Val de Loire, qui poursuit son développement et renforce ses équipes dans le domaine de la conception d'endoscopes à usage unique dont 60 % des composants sont fabriqués en France.

Les investissements néerlandais se concentrent principalement dans les activités sportives et récréatives (37 % des projets et 21 % des emplois) et le commerce et la distribution (17 % des projets et 14 % des emplois). Les Pays-Bas se distinguent également dans le secteur agro-alimentaire, où ils sont à l'origine de 20 % des emplois générés par les investissements étrangers dans ce secteur.

La région Île-de-France est la première région d'accueil des investissements néerlandais en termes de projets, et l'Auvergne-Rhône-Alpes la première en termes d'emploi.

« On se réjouira de constater que l'attractivité de l'Île-de-France et des principales métropoles ne nuit pas aux autres régions : compte tenu de leur poids économique respectif, les régions Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est accueillent un nombre de projets plus élevé que la région capitale. Avec le lancement de la Team France Invest le 26 février par les ministres Jacqueline Gourault, Franck Riester et Agnès Pannier-Runacher, notre ambition est d'accélérer en 2021 grâce aux mesures économiques de France Relance et au partenariat Etat-Régions renforcé pour l'accueil des projets d'investissements étrangers dans les territoires. » a notamment déclaré Christophe LECOURTIER, Directeur Général de Business France

« En 2020, les investissements étrangers en France ont résisté aux nombreuses incertitudes économiques et témoignent de la confiance des entreprises étrangères dans les atouts de notre pays. Les entreprises néerlandaises jouent un rôle important dans cette dynamique puisqu'elles font des Pays-Bas le 5ème investisseur étranger en France, un gage de la solidité de la relation bilatérale entre nos deux pays » souligne Luis VASSY, Ambassadeur de France aux Pays-Bas.

Actualités sectorielles

1 ÉNERGIE

Consommation d'énergie en baisse de 3% en 2020 aux Pays-Bas. Pour la première fois depuis 1992, la consommation totale d'énergie est passée sous la barre des 3 000 pétajoules. Cette baisse s'explique

notamment par la forte diminution de la consommation de carburants pour le trafic routier (qui s'explique par l'importance du télétravail en raison de la pandémie) et par une moindre consommation de charbon pour la production d'électricité.

En 2020, les ventes de kérosène ont chuté de 44 %, à 2 132 kilotonnes, soit le niveau le plus bas depuis 1994. Aussi, l'utilisation de gaz naturel dans les centrales électriques et la production d'électricité à partir de ressources renouvelables ont continué à s'accroître au détriment de ressources fossiles comme le charbon. En 2020, la consommation de charbon a ainsi chuté de plus de 33 % par rapport à l'année précédente.

Les Pays-Bas ont produit plus d'électricité en 2020 qu'ils n'en ont consommé. Les Pays-Bas ont été exportateurs nets d'électricité pour la première fois depuis 1981, principalement en raison de

l'accroissement de la production d'électricité à partir de sources renouvelables, notamment le solaire et l'éolien, au détriment du charbon.

Selon Tennet, la production d'électricité à partir de l'énergie solaire et éolienne a augmenté de 40 % l'année dernière. Cette progression s'explique par la mise en service de panneaux solaires d'une capacité de 3,1 gigawatts, qui ont permis une hausse de 49 % de la production d'énergie solaire en 2020. La future installation de 200 000 panneaux solaires dans le Flevoland par HVC devrait contribuer à une nouvelle hausse en 2021. Par ailleurs, le raccordement au réseau de deux parcs éoliens offshore situés au large de la côte zélandaise, près de Borssele (d'une puissance totale de 1,4 GW) a permis d'augmenter considérablement la part de l'énergie éolienne dans le mix énergétique. Au total, la capacité des énergies renouvelables a augmenté de 7,3 gigawatts pour atteindre 17,5 gigawatts en 2020 (sur une capacité totale de 41 gigawatts).

En parallèle, le prix de l'électricité a baissé de 19 % en 2020, notamment en raison d'une chute de la demande en électricité, notamment au

premier semestre 2020. L'année dernière, le prix moyen de l'électricité s'est élevé à 32€/MWh.

2 TRANSPORT

Un parc automobile sans combustible d'ici à 2025 pour les multinationales néerlandaises. Les PDG de 37 entreprises néerlandaises, dont la compagnie pétrolière Shell, le groupe électronique Philips et les banques ING et ABN Amro, se sont engagées à ce que leur parc automobile soit exempt de combustibles fossiles d'ici 2025. Dans les années à venir, environ 23 000 voitures de location n'émettant pas de CO₂ seront fournies aux employés.

Les 37 entreprises signataires sont toutes membres de la coalition Anders Reizen, qui compte au total 70 organisations, soit 500 000 employés. Depuis 2015, ces entreprises s'efforcent de rendre leur mobilité professionnelle plus durable. Outre Shell, Philips, ING et ABN Amro, la coalition comprend également Rabobank, Aegon, KPMG et l'autorité portuaire de Rotterdam.

Cette initiative en faveur d'une flotte sans fossile devrait contribuer à l'objectif de la coalition sortante de réduire de moitié les émissions de CO₂ des entreprises d'ici à 2030 par rapport à 2016.

Plus de points de recharge pour les voitures électriques dans les parkings. Le Ministère de l'Infrastructure et de la gestion de l'eau et la plate-forme de stationnement Vexpan ont convenu en février qu'en 2025, il devrait y avoir dix fois plus de bornes de recharge dans les parkings à étages qu'aujourd'hui.

Les Pays-Bas comptent quelques 400 parkings, avec une moyenne de 450 places de stationnement. Actuellement, environ deux tiers de ces garages ne disposent pas encore d'installations de recharge pour les voitures électriques. Les recherches menées par Vexpan,

une association regroupant 120 garagistes, municipalités et industriels, montrent qu'il existe de nombreuses possibilités d'amélioration et militent pour que le stationnement en garage remplace celui dans la rue. En 2025, 5% en moyenne des places de stationnement dans les parkings devront disposer d'un point de charge. En 2030, cette valeur doit monter à 10%.

Des taxis propres aux Pays-Bas dès 2025.

Le 19 Avril, des accords ont été conclus entre le Ministère de l'Infrastructure et de la Gestion de l'Eau, plusieurs villes néerlandaises et les acteurs du secteur pour que tous les taxis des Pays-Bas soient propres et silencieux d'ici 2030, voire 2025 dans les grandes villes. Six grandes municipalités, qui concentrent 75% des taxis en circulation (Amersfoort, Amsterdam, La Haye, Eindhoven, Rotterdam et Tilburg), ont souscrit à l'ambition de passer entièrement aux taxis sans émissions à partir de 2025. Elles veilleront à installer suffisamment de points de recharge pour ces derniers. De nombreuses compagnies ont déjà converti leurs flottes; tous celles de Schiphol sont électriques; à La Haye circulent déjà des dizaines de taxis à l'hydrogène et 5 à 10 % des taxis urbains aux Pays-Bas sont zéro émission.

3 CLIMAT/ENVIRONNEMENT

Le secteur de l'environnement aux Pays-Bas connaît une croissance régulière.

Selon le CBS, depuis 2001, la part du secteur de l'environnement dans l'économie néerlandaise n'a cessé d'augmenter, passant de 1,6 % du PIB en 2001 à 2,4 % en 2020. La part des activités de protection de l'environnement (traitement des sols pollués, agriculture biologique, filtres à particules, etc.) a progressé modestement (0,1 pt) sur la période 2001-2019, tandis que la part des activités visant à préserver les ressources naturelles (recyclage) a doublé.

Le secteur de l'environnement représentait 148 000 ETP en 2019, contre 116 000 en 2001. La contribution du secteur de l'environnement à

l'emploi est donc passée de 1,7 % en 2001 à 1,9 % en 2019. L'emploi lié à la gestion des déchets et au recyclage est resté presque constant, tandis que l'emploi lié à la production d'EnR et aux économies d'énergie a considérablement augmenté. L'emploi dans l'électromobilité a également connu une forte augmentation.

4 MOINS DE CO₂ POUR L'INDUSTRIE ET L'AVIATION

De nouveaux objectifs de réduction des émissions de CO₂ pour Tata Steel. En consultation avec le Ministère EZK, le fabricant d'acier Tata Steel, l'un des principaux pollueurs aux Pays-Bas, vise désormais à réduire ses émissions de CO₂ de 40 % d'ici 2030 (au lieu précédemment de 30%), soit davantage que ce qui était convenu dans l'accord sur le climat. Tata Steel émet actuellement 12,5 M de tonnes de CO₂/an et souhaite donc émettre 5 M tonnes de CO₂ de moins par an. Pour atteindre ce nouvel objectif, Tata veut capturer les émissions de CO₂ des usines d'IJmuiden au cours des prochaines années pour le stocker dans des champs de gaz vides sous la mer du Nord, à plus de cinquante kilomètres des côtes. Tata souhaite également investir davantage dans la technologie liée à l'hydrogène et utiliser les gaz résiduels pour élaborer 100 000 tonnes d'hydrogène par an. Cet accord entre le sidérurgiste et le ministère découle de la motion Moorlag présentée l'année dernière qui réclame des efforts supplémentaires pour que l'industrie sidérurgique néerlandaise puisse innover et devenir plus durable.

Un MoU entre Airbus et l'industrie aéronautique néerlandaise a été signé fin février en présence de Mme Keijzer et de Mme Van Nieuwenhuizen, et de M. Djebbari, dans la lignée d'un accord préalable de 2005. Il poursuit la coopération entre les entreprises néerlandaises de l'industrie aéronautique et de la défense et Airbus. Son objectif est d'établir une

relation stratégique à long terme dans le domaine de la recherche et de l'innovation en matière d'aviation durable. Le secteur néerlandais de l'aviation est engagé par des objectifs intermédiaires devant mener à la neutralité carbone à l'horizon 2070, dont des opérations au sol sans émissions en 2030 et l'utilisation d'un taux minimum de 14 % de carburants synthétiques durables. Elle souhaite par ailleurs être un précurseur dans l'électrification de l'aviation.

En termes d'aviation électrique trois aéroports régionaux (Rotterdam-La Haye, Eindhoven et Groningen-Elde) souhaitent mettre en service des vols réguliers électriques aux Pays-Bas d'ici 2026. Dans un premier temps, l'objectif est de faire circuler un aéronef électrique entre les trois aéroports deux ou trois fois par jour, en se focalisant sur la clientèle d'affaires.

5 ACTIVITE PORTUAIRE

L'autorité portuaire d'Amsterdam a vu son chiffre d'affaires reculer de 6,4% l'an dernier à 158,4 millions d'euros en raison de la crise sanitaire. Ces revenus décevants se sont traduits sur le résultat opérationnel, qui s'est élevé à 64,4 M € (-4 M €). Les redevances portuaires ont diminué de 12% en raison de la baisse des visites de navires. Afin de limiter les conséquences financières de la crise du COVID, des scénarios d'économies de coûts (utilisation rationnelle de l'espace, consommation d'énergie, location de navires moins importantes, dépenses plus faibles engagées dans la communication, le marketing, l'acquisition client) ont été élaborés qui se sont matérialisés par une économie de la charge d'exploitation de 7%.

D'ici un an, l'autorité portuaire souhaite décider du déménagement de l'usine d'engrais ICL de la zone de Coenhaven afin de permettre à la municipalité d'initier la construction de Haven Stad (40.000 à 70.000 logements) qui répond à la pénurie actuelle et s'inscrirait dans un aménagement du zonage stratégique portuaire.

La publication des chiffres du premier trimestre de l'autorité portuaire de Rotterdam

révèle une augmentation du transbordement à Rotterdam de 3 % avec 115,8 millions de tonnes traitées (par rapport au Q1 2020), un résultat qualifié de « remarquable » qui plus est dans le contexte post-Brexit. Il s'agit aussi d'une « nouvelle étape dans la reprise après le déclin du transbordement dû à la pandémie de Covid-19 ». Le transbordement de conteneurs a augmenté de 4,5% en volume, mais a connu une baisse de 0,7% en poids. La biomasse et le charbon ont fait bonne figure, avec des augmentations respectives de près de 37 % et de plus de 25 %. Le GNL, dont le transbordement a fortement augmenté ces dernières années, a connu une baisse considérable de près de 27%. À l'image de ses concurrents, Rotterdam essaie d'anticiper les conséquences du blocage de Suez en proposant à ses clients un suivi en temps réel des arrivées dans les terminaux.

Les émissions de CO₂ dans le port de Rotterdam ont diminué de 27 % entre 2016 et 2020

, en raison de la réduction de l'activité pendant la crise du COVID mais surtout d'un recours à des énergies plus durables. Les entreprises du port de Rotterdam sont désormais responsables de 13,5 % des émissions néerlandaises, contre 16 % quelques années auparavant. L'année dernière, les émissions de CO₂ ont presque retrouvé leur niveau d'il y a trente ans, alors que le port a connu une croissance de 20% depuis 1990 et que le transbordement a augmenté de près de moitié.

6 LOGEMENT

La pénurie de logements se voit dans les chiffres

Les données conjoncturelles reflètent la pénurie importante de logements aux Pays-Bas. L'organisation professionnelle des agences immobilières NVM relève que le nombre de biens en vente atteint un plus bas historique (17 500 à l'échelle nationale) alors que les prix s'envolent : le prix moyen des logements

échangés au T1 2021 était de 385 000 € (soit +15% en un an). Selon une étude de l'audiovisuel public NOS, les listes d'attentes pour obtenir un logement social s'allongent, portant le temps d'attente à plus de sept ans et localement, notamment en Hollande Septentrionale, à plus de 15 ans. Le nombre de logements sociaux a crû moins vite que la population néerlandaise entre 2015 et 2020 (1% contre 3%).

Les provinces du Nord négocient leur contribution à la résorption de cette pénurie

Les initiatives politiques pour résorber la pénurie de logements se multiplient. Les provinces du Nord (Frise, Groningue, Drenthe et Flevoland), s'engagent à construire 220 000 logements en sus des 100 000 déjà prévus, mais posent en condition à cet engagement l'amélioration des infrastructures de transport pour un coût estimé à 9,5 Mds€. Elles appellent notamment à des investissements dans les infrastructures ferroviaires, dont la construction de la Lelylijn qui devrait relier la région à la Randstad et d'une ligne reliant Eschende, Emmen et Groningue, au réseau ferroviaire allemand, et la rénovation des lignes existantes.

7 TECH/NUMERIQUE

Le raccordement à la fibre optique progresse

L'opérateur de réseau T-mobile a annoncé vouloir raccorder un million de foyers à la fibre optique dans des zones à prédominance urbaine au cours des cinq prochaines années, en partenariat avec la société Open Dutch Fiber, qui construira le réseau. T-mobile en sera le principal utilisateur. Ce projet représente un investissement de 700 M€. T-mobile se pose ainsi en concurrent de KPN, qui a annoncé avoir raccordé plus de 100 000 foyers à la fibre au cours des trois premiers mois de 2021. KPN a investi 1,4 Md€ dans son projet de déploiement de la fibre optique aux Pays-Bas, dont l'objectif est de parvenir à raccorder près de 80 % des foyers néerlandais à la fibre optique d'ici à 2026. KPN a également annoncé récemment qu'il s'associait avec le fonds de pension ABP pour

raccorder près de 1000 villages néerlandais à la fibre optique, pour un montant total d'1 Md€.

Les start-ups de viande de culture ont le vent en poupe. Après la levée de fonds de Mosa Meat il y a un mois de 10 M\$ (portant les compteurs de l'entreprise à 85 M\$), c'est au tour de Meatable d'éveiller l'appétit des investisseurs. Meatable a mis au point une méthode de production de viande de culture, qui permet de prélever un échantillon de tissu musculaire sur un animal sans lui nuire, de transformer ce tissu en une cellule souche pluripotente, puis de cultiver cet échantillon de cellules jusqu'au produit final. Alors que la demande croissante de viande semble incompatible avec les enjeux climatiques, un consortium d'investisseurs convaincu par ce processus révolutionnaire a mis 47 M\$ sur la table pour accélérer sa croissance.

MessageBird lève 830 M€. La plateforme de communication néerlandaise, conçue pour les contacts entre les clients et les entreprises, a levé un montant converti de 830 M€ lors d'un tour de table à l'étranger. L'entreprise vaut désormais 3,14 Mds€ convertis. L'argent est en grande partie utilisé pour racheter une autre entreprise du même secteur et accéder au marché américain. MessageBird rachète en effet SparkPost, un service de courrier électronique professionnel. Cela signifie que de grandes entreprises américaines telles que Disney, PayPal, le New York Times et Adobe sont désormais clientes de MessageBird. Le rachat porte sur 600 millions d'euros. Grâce à la plateforme de l'entreprise néerlandaise, les entreprises peuvent communiquer avec leurs clients par chat vidéo

en direct, SMS, WhatsApp, Instagram et Telegram, entre autres. Les deux sociétés combinées comptent 25 000 clients et 700 employés et prévoient un chiffre d'affaires annuel équivalent à 414 M€. MessageBird souhaite entrer en bourse d'ici un an.

Les start-ups de scooters électriques en forte croissance. Dott lève 70 M€ auprès de Sofina, un fonds d'investissement Belge ; au total, Dott a levé 120 M€ depuis sa création qui lui permettent de développer ses services dans plusieurs pays européens. La société Go Sharing lève quant à elle 50 M€ auprès de Opportunity Partners, Fonds d'investissement de Robert van der Wallen. En moins de deux ans, la start-up est devenue propriétaire de 5 000 scooters électriques aux Pays-Bas et souhaite développer à l'avenir un service de voitures et de vélos partagés.

Les Néerlandais ont davantage dépensé dans les boutiques en ligne étrangères. L'office central de statistique CBS relève que les achats de consommateurs néerlandais dans les boutiques d'e-commerces étrangères au sein de l'UE, bien que minoritaires par rapport au total des ventes de détail néerlandaises (2% en 2018), ont crû de 32% entre 2019 et 2020 où elles ont atteint 2,6 Mds€.

 Consultez les dernières mises à jour sur notre site Internet :

- [Commerce extérieur des Pays-Bas](#)
- [Relations bilatérales](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Claire Monné

Rédacteurs : toute l'équipe du Service économique régional de La Haye

Pour s'abonner : lahaye@dgtrésor.gouv.fr